

Françaises, Français,

Mes chers compatriotes,

Jeudi soir, je me suis adressé à vous pour évoquer la crise sanitaire que traverse notre pays. Jusqu'alors, l'épidémie de COVID-19 était peut-être pour certains d'entre vous, une idée lointaine, elle est devenue une réalité immédiate, et pressante.

Le Gouvernement a pris, comme je vous l'avais annoncé, des dispositions fermes pour freiner la propagation du virus.

Les crèches, les écoles, les collèges, les lycées sont fermés depuis ce jour. Samedi soir, les restaurants, les bars, tous les commerces non essentiels à la vie de la Nation ont également clôt leurs portes. Les rassemblements de plus de 100 personnes ont été interdits... Jamais la France n'avait dû prendre de telles décisions - évidemment exceptionnelles, évidemment temporaires - en temps de Paix. Elles ont été prises avec ordre, préparation, sur la base des recommandations scientifiques et avec un seul objectif : nous protéger face à la propagation du virus.

Dans la journée de jeudi, un consensus scientifique et politique s'est formé pour maintenir le premier tour des élections municipales et j'ai pris, avec le Premier ministre, la décision de maintenir le scrutin. Hier dimanche, les opérations de vote ont donc pu se tenir. Je veux remercier les services de l'Etat, les maires, et tous ceux qui ont tenu les bureaux de vote qui ont donc permis l'organisation de scrutin. Saluer aussi chaleureusement les

Françaises et les Français qui, malgré le contexte, se sont rendus aux urnes dans le strict respect des consignes sanitaires et des gestes barrière contre le virus. Adresser mes félicitations républicaines aux candidats élus au premier tour. Environ 30 000 communes sur 35 000 ont après ce premier tour un conseil municipal.

Mais dans le même temps, alors même que les personnels soignants des services de réanimation alertaient sur la gravité de la situation, nous avons aussi vu du monde se rassembler dans les parcs, des marchés bondés, des restaurants, des bars, qui n'ont pas respecté la consigne de fermeture. Comme si la vie n'avait pas changé.

A tous ceux qui, adoptant ces comportements, ont bravé les consignes je veux dire : non seulement vous ne vous protégez pas vous – et l'évolution récente a montré que personne n'est invulnérable, y compris les plus jeunes. Mais vous ne protégez pas les autres. Même si vous ne présentez aucun symptôme, vous pouvez transmettre le virus. Même si vous ne présentez aucun symptôme, vous risquez de contaminer, vos amis, vos parents, vos grands-parents, de mettre en danger la santé de ceux qui vous sont chers.

Dans le Grand Est, dans les Hauts de France, en Ile-de-France, nos soignants se battent pour sauver des vies. Au moment où la situation sanitaire se dégrade fortement et où la pression sur nos hôpitaux et nos soignants s'accroît, tout notre engagement, toute notre énergie, toute notre force, doivent se concentrer sur un seul objectif : ralentir la progression du virus.

Respectons les gestes barrière, les consignes sanitaires. C'est le seul moyen d'avoir moins de concitoyens infectés et de réduire la pression sur les services de réanimation qui ne pourront plus vous accueillir et vous soigner.

Sans signe grave, contactons notre médecin traitant. N'appelons le SAMU, ne nous rendons à l'hôpital qu'en cas de fortes fièvres, de difficultés à respirer sans quoi, ils ne pourront faire face à la vague de cas graves qui, déjà, se profile dans certaines régions.

Faisons preuve au fond d'esprit solidaire, de sens des responsabilités.

Chacun d'entre nous doit à tout prix limiter le nombre de personnes avec qui il est en contact chaque jour. Les scientifiques le disent : c'est la priorité absolue.

C'est pourquoi, après avoir consulté, écouté et en conscience, j'ai décidé de renforcer encore les mesures pour réduire nos déplacements et nos contacts non essentiels. Dès demain midi et pour 15 jours au moins, nos déplacements seront fortement réduits.

Cela signifie : plus de regroupements extérieurs, plus de réunions familiales ou amicales. Il s'agit de limiter au maximum ses contacts au-delà du foyer. Partout sur le territoire français, en métropole comme outre-mer, seuls doivent demeurer les trajets nécessaires – se nourrir, se soigner, travailler quand le travail à distance n'est pas possible, faire un peu d'activité physique. Toutes les entreprises doivent s'organiser pour faciliter le travail à distance et quand cela ne sera pas possible elles devront adapter dès demain leur organisation pour faire respecter les gestes barrières contre le virus. Le Gouvernement précisera les modalités de ces nouvelles règles dès ce soir. Toute infraction sera sanctionnée. Écoutons les soignants qui nous disent pour nous aider, restez chez vous.

Dans ce contexte, après avoir consulté le Président du Sénat, le Président de l'Assemblée nationale ainsi que mes prédécesseurs, j'ai décidé que le second tour des élections municipales serait reporté. Le Premier ministre

en a informé aujourd'hui-même les chefs de parti représentés au Parlement, et cette décision a fait l'objet d'un accord unanime.

Mes chers compatriotes,

Je mesure l'impact de toutes ces décisions sur vos vies : renoncer à voir ses proches c'est un déchirement ; stopper ses activités quotidiennes, ses habitudes, c'est très difficile. Cela ne doit pas nous empêcher de garder le lien : appeler ses proches, donner des nouvelles, s'organiser aussi entre voisins, inventer de nouvelles solidarités.

Mais, croyez-moi, les circonstances exigent cet effort inédit.

Nous sommes en guerre. En guerre sanitaire certes : nous ne luttons ni contre une armée, ni contre une Nation.

Mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale.

Nous sommes en guerre. Toute l'action du Gouvernement et du Parlement doit être désormais tournée vers le combat contre l'épidémie. De jour comme de nuit, rien ne doit nous en divertir. Toutes les réformes en cours sont suspendues à commencer par la réforme des retraites. Dès mercredi, en Conseil des ministres, sera présenté un projet de loi permettant au gouvernement de répondre à l'urgence et, lorsque nécessaire, de légiférer par ordonnances dans les domaines relevant strictement de la gestion de crise. Ce projet sera soumis au Parlement dès jeudi. J'ai vu les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat afin que ces textes soient votés le plus rapidement possible.

Nous sommes en guerre. J'appelle toutes les acteurs politiques, économiques, sociaux, associatifs, tous les Français, à s'inscrire dans cette Union nationale qui a permis à notre pays de surmonter tant de crises par le passé.

Nous sommes en guerre. La Nation soutiendra ses enfants qui, personnels soignants en ville, à l'hôpital, se trouvent en première ligne dans un combat qui va leur demander énergie, détermination et solidarité.

Ils ont des droits sur nous. Nous leur devons des masques, du gel, tout le matériel nécessaire et nous y veillons. Nous avons décidé, avec les scientifiques, de réserver les masques en priorité pour l'hôpital et pour la médecine de ville et de campagne, en particulier les généralistes et les infirmières, désormais en première ligne dans la gestion de la crise. Des masques seront livrés dans les pharmacies, dès demain soir, dans les vingt-cinq départements les plus touchés. Mercredi pour le reste du territoire national.

Nous devons aussi aux soignants la garde de leurs enfants : un service minimum de garde est en place depuis ce jour dans les crèches et dans les écoles.

Nous leur devons aussi sérénité dans leurs déplacements et repos : c'est pourquoi, dès demain, taxis et hôtels pourront être mobilisés à leur profit. L'Etat paiera.

Nous sommes en guerre, oui. Le pays accompagnera les régions les plus touchés aujourd'hui. A ce titre, je veux assurer les habitants, les personnels soignants du Grand Est que nous serons au rendez-vous pour les appuyer face à l'afflux de patients et à la saturation des hôpitaux. Un

hôpital de campagne du service de santé des Armées sera déployé dans les jours à venir en Alsace. Les armées apporteront leur concours pour déplacer les malades des régions les plus affectées et ainsi réduire la congestion des hôpitaux de certains territoires.

Nous sommes en guerre. Aussi, comme je vous l'ai dit jeudi, pour nous protéger et contenir la dissémination du virus mais aussi préserver nos systèmes de soin, nous avons pris une décision commune en européen : dès demain midi : les frontières à l'entrée de l'Union Européenne et de l'espace Schengen seront fermées. Concrètement, tous les voyages entre les pays non européens et l'Union européenne seront suspendus. Les Françaises et les Français qui sont actuellement à l'étranger et souhaitent rentrer pourront bien entendu rejoindre leur pays.

Vous l'aurez compris, vous le pressentez, cette crise sanitaire sans précédent aura des conséquences humaines, économiques et sociales majeures. C'est aussi ce défi que nous devons mener.

Je vous demande des sacrifices pour ralentir l'épidémie, jamais ils ne doivent mettre en cause la pérennité d'une entreprise, les moyens de subsistance des salariés, des indépendants et les plus fragiles et précaires. Pour les plus précaires, les démunis, les personnes isolées nous ferons en sorte, avec les grandes associations et les collectivités locales, qu'ils soient nourris et protégés.

Pour la vie économique, G7/20

Pour ce qui concerne la France, aucune entreprise, quelle que soit sa taille, ne sera livrée au risque de la faillite ; aucune Française, aucun Français ne sera laissé sans ressources.

S'agissant des entreprises, nous mettons en place un dispositif exceptionnel de report de charges fiscales et sociales, de soutien au report d'échéances bancaires et de garantie de l'Etat à hauteur de 300 milliards d'euros pour tous les prêts contractés auprès des banques. Et, pour les plus petites d'entre-elles, et tant que la situation durera, celles qui font face à des difficultés n'auront rien à déboursier ni pour les impôts, ni pour les cotisations sociales. Les factures d'eau, de gaz ou d'électricité ainsi que les loyers devront être suspendus.

En outre, afin que personne ne soit laissé sans ressources, pour les salariés, le dispositif de chômage partiel sera massivement élargi. Pour les entrepreneurs, commerçants, artisans, un fonds de solidarité abondé par l'Etat, et auquel le Premier ministre proposera aux régions d'abonder.

Mes chers compatriotes,

La France vite un moment très difficile.

Nul ne peut en prévoir précisément la durée. Et à mesure que les jours suivront les jours, que les problèmes succéderont aux problèmes, il faudra, en lien avec les éclairages donnés par les scientifiques, nous adapter. Régulièrement, je m'adresserai à vous, et je vous dirai la vérité sur l'évolution de la situation.

J'ai une certitude. Plus nous agissons ensemble – et vite, plus nous surmonterons cette épreuve. Plus nous agissons en citoyen, plus nous ferons preuve de la même force d'âme, la même abnégation patriote, que démontrent nos personnels soignants, nos sapeurs-pompiers, les acteurs la sécurité civile, plus vite nous sortirons de cette « vie au ralenti ».

Soyons unis, soyons solidaires.

Alors, Mes chers compatriotes, je vous demande de tenir bon.

Hissons-nous, individuellement et collectivement, à la hauteur du moment.

Je sais pouvoir compter sur vous.

Vive la République !

Vive la France !